

Corine Eyraud : « Le nouveau modèle “d’universités d’excellence” rompt avec la visée émancipatrice. » »

Corine Eyraud est enseignante-chercheuse en sociologie à Aix-Marseille Université et membre du Laboratoire d’économie et de sociologie du travail (LEST) d’Aix-en-Provence

Comment l’État a-t-il répondu à l’augmentation du nombre d’étudiant-es à l’université ?

Depuis 2010, le budget global de l’université stagne tandis qu’elle compte environ 200 000 étudiants supplémentaires, aggravant son sous-financement chronique, pourtant connu et ancien. En 2007, l’État lui avait ainsi accordé un milliard supplémentaire par an sur cinq années mais n’a pas tenu cet engagement. Cette hausse d’étudiants était toutefois prévisible au vu du baby-boom des années 2000, de la volonté politique découlant des objectifs de Lisbonne et du choix des jeunes et de leurs familles de prolonger leur scolarité face aux transformations du marché du travail. Pourtant, la réponse de l’État s’est limitée à réguler les entrées à l’université avec la mise en place de Parcoursup et l’instauration d’une sélection.

Dans le même temps, comment l’université a-t-elle été remodelée ?

Une autre dimension des réformes menées depuis la LRU de 2007 tient à la volonté d’imposer des « universités d’excellence ». Cela passe par une modification des modalités de financement avec le développement des appels à projet au détriment d’un financement pérenne, certes insuffisant mais établi en fonction de besoins objectifs. Cette recherche de « l’excellence », symbolisée par le classement de Shangai, conduit à une mise en concurrence des universités et à une concentration des ressources sur certaines au détriment des autres. Les inégalités se creusent également en leur sein avec la création de parcours « d’excellence » comme les doubles licences. En monopolisant les enseignants statu-

taires pour un petit nombre d’étudiants sélectionnés, ces dernières accroissent également le recours à des contractuels dans les licences classiques. Enfin s’ajoute un affaiblissement de la démocratie interne, éloignant des décisions, à tous les niveaux, les représentants des étudiants et des personnels, notamment administratifs, au profit de personnalités extérieures, encore plus avec le nouveau statut d’établissement public expérimental.

Ce nouveau modèle d’université porté par « l’économie de la connaissance » rompt avec le modèle précédent porté par une visée émancipatrice. Un modèle qui n’avait pas bénéficié des moyens nécessaires à une véritable démocratisation au-delà de la massification.

Quelles conséquences sur la recherche ?

Encore plus que la formation, la recherche se trouve financée par des appels à projet qui, non seulement, consomment un temps de travail important pour y répondre, mais conduisent également à y réaffecter une partie des ressources internes. Par exemple, une bibliothécaire de laboratoire passe désormais beaucoup de temps à bâtir des indicateurs bibliométriques, nécessaires à l’évaluation des projets obtenus, au détriment de son travail de veille documentaire. Ce mode de financement génère ainsi un phénomène de « vampirisation » des ressources préexistantes. La logique concurrentielle engendrée pousse également au développement du marketing au sein de chaque université pour y attirer étudiants comme personnels. L’attribution de financements limités dans le temps oblige à un recours accru à la contractua-

« Le mode de financement par appel à projets génère une logique concurrentielle, inégalités, recours accru à la contractualisation et phénomène de « vampirisation » des ressources préexistantes. »



lisation des personnels. Il renforce également les inégalités de genre, les hommes postulant davantage, comme de disciplines, les sciences expérimentales étant favorisées au détriment des sciences sociales ou des lettres, et accroît les rapports d’allégeance entre les personnels, notamment dans le recrutement de doctorants. Sans compter « l’effet Mathieu », les laboratoires possédant déjà beaucoup de ressources en reçoivent encore davantage des appels à projet...

Comment remédier à cette multi-crise actuelle ?

Mettre la jeunesse au cœur des priorités politiques est une nécessité pour améliorer ses conditions d’études et de vie. Directement du côté des jeunes, en leur accordant un revenu universel, comme du côté de l’université, en augmentant considérablement son budget et en ne laissant qu’une part congrue au financement par projets. C’est loin d’être irréaliste, l’inefficace crédit impôt recherche équivaut à la moitié du budget actuel des universités, largement de quoi les financer à juste hauteur. Enfin, la hiérarchisation actuelle de l’enseignement supérieur favorisant les grandes écoles pourrait être abandonnée. ♦